

Malgré les critiques, la CENI du Burundi prête à aller jusqu'au bout

RFI, 04-07-2015 Burundi : les bulletins de vote pour la présidentielle sont arrivés. Le Burundi attend toujours les résultats des législatives et des communales de lundi dernier. Ils sont prévus au plus tard mardi, promet le président de la CENI, mais déjà le pays pense à la présidentielle du 15 juillet. Les bulletins pour le scrutin ont été réceptionnés par la Commission électorale à Bujumbura avant d'être acheminés vers toutes les provinces du pays. Malgré les critiques de la communauté internationale, la CENI semble donc prête à aller jusqu'au bout.

« Nous sommes en train de réceptionner les bulletins de vote pour l'élection présidentielle. Donc nous nous préparons pour le rendez-vous du 15 [juillet, ndr] », indiquait le président de la CENI rencontré par RFI ce samedi. Dans les hangars de la Commission électorale à Ngagara, non loin de la direction générale de la police, des milliers de petits cartons sont entreposés, chacun avec le nom d'un bureau de vote. Ils sont répartis dans de plus gros cartons pour être acheminés d'abord dans les provinces les plus éloignées du pays avant de s'occuper de Bujumbura, la capitale. Des militaires sont là pour veiller à ce matériel électoral si sensible. Le bulletin de la présidentielle, couleur bleu clair, affiche toujours les noms des huit candidats qui avaient déposé leur dossier : Pierre Nkurunziza, bien sûr, mais aussi Agathon Rwasa, Jean Minani, Domitien Ndayizeye, Sylvestre Ndirakobuca, des membres de l'opposition. « Ils participent à la présidentielle. Jusqu'à ce jour, je n'ai pas d'information contraire », explique le président de la Commission. L'opposition avait appelé au boycott des prochaines élections et affirme déjà ne pas vouloir reconnaître les résultats. Lundi se tient un sommet des chefs d'Etat de la communauté est-africaine à Dar es-Salaam. Parmi les rapports qui se trouveront sur leur table, figure celui de la facilitation internationale qui demande toujours un report des élections et notamment de la présidentielle. « Les chefs d'Etat se réunissent toujours, mais c'est la CENI qui est chargée des élections », balaye d'un revers de la main le président de la Commission électorale. Dissensions croissantes au sein de la communauté est-africaine. Et avant le sommet des chefs d'Etat, lundi, ce sont leurs ministres des Affaires étrangères qui se réunissent ce dimanche en Tanzanie. L'objectif : faire le point sur la crise au Burundi. Or depuis le début de la crise, des tensions ont fait leur apparition au sein de la communauté est-africaine. Le président tanzanien Jakaya Kikwete avait tenté le premier à mettre garde son homologue burundais contre la perspective d'un troisième mandat. « Aujourd'hui, c'est son plus grand allié », murmure-t-on dans les milieux diplomatiques. Son plus grand adversaire dans la région, sans nul doute, le président rwandais Paul Kagame. Des tensions se sont donc fait jour entre le Rwanda et le Burundi sur fond d'accusations réciproques. Bujumbura reproche à Kigali d'accueillir la plupart des opposants au président Nkurunziza. Certains officiels burundais vont même jusqu'à dénoncer un soutien à ce qu'ils qualifient de tentative de déstabilisation des institutions. Côté rwandais, depuis plus d'un an, on met en garde contre la perspective d'un nouveau génocide au Burundi et sur les agissements de la jeunesse du parti au pouvoir. « C'est aussi parce qu'elles soupçonnent le Rwanda d'être derrière l'opposition burundaise que les autorités tanzaniennes ont pris davantage le parti de Pierre Nkurunziza », explique une source diplomatique. On ne compte plus les documents qui ne sont pas signés unanimement. Le dernier en date est un communiqué de plusieurs chancelleries africaines, dont trois de la région, qui fustigent le gouvernement burundais et la Commission électorale de la tenue des législatives et communales. Tous les représentants locaux de la communauté est-africaine l'ont signé sauf celui du Rwanda. Le week-end dernier, les Etats-Unis avaient mis en garde des pays de la région dans un communiqué, sans les citer, contre toute tentative de déstabilisation du Burundi, affirmant avoir téléphoné à plusieurs chefs d'Etat et brandissant la menace de sanctions.